



VOL. IV.—No. 36.

MONTREAL, JEUDI, 4 SEPTEMBRE, 1873.

ABONNEMENT, D'AVANCE, \$3.00.
PAR NUMERO, 7 CENTS.

L'INDUSTRIE DU FER.

Nous avons dit souvent, nos lecteurs s'en souviennent, que nous avons assez de fer pour en fournir à toute l'Amérique et même en exporter sur le marché européen avant longtemps, que l'exploitation de nos mines de fer seule pourrait enrichir le Canada, jeter des millions dans le pays et retenir la population qui s'en va. Il ne nous a manqué pour cela que des idées saines en fait de tarif, une politique nationale, une protection suffisante pour nous mettre en état de lutter contre les étrangers.

Nous sommes heureux de voir que le *Mail* de Toronto partage notre manière de voir sur l'industrie, sur l'exploitation du fer en particulier. Il vient encore d'écrire un article pour démontrer que nous devons enfin à tout prix tirer parti des éléments de richesse et de prospérité que renferme notre sol, profiter de l'avantage que nous avons de posséder un métal qui vaut de l'or en ce moment, tant le progrès du monde l'a rendu nécessaire. La demande en est si considérable et les prix ont tellement augmenté que la question du fer est devenue une question importante pour tous les pays.

Quelle fortune nous ferions maintenant! que de millions de bras nous pourrions employer, si, il y a quinze ou vingt ans on avait dirigé les capitaux du côté de nos mines de fer par une protection suffisante! Déjà, vu l'élévation du prix du fer et le développement rapide qu'aurait subi cette industrie, nous pourrions nous passer de protection.

Mais malheureusement on n'a jamais voulu commencer par le commencement, la pression et l'influence des manufacturiers anglais jointes aux opinions erronées des libre-échangistes nous ont fait croire que le meilleur moyen de nous enrichir était de laisser dormir sous nos pieds nos richesses industrielles. On n'a jamais voulu commencer par le commencement, disons-nous, faire ce que tous les pays, même ceux qui sont devenus libre-échangistes, ont fait, donner l'élan à l'industrie au moyen de la protection.

Nous avons à côté de nous un peuple dont l'exemple aurait dû nous frapper; en le voyant développer avec tant de progrès sa richesse industrielle, grâce à la protection, nous aurions dû, il semble, essayer de voir si le même moyen ne produirait pas ici les mêmes effets. On ne courait pas le risque dans tous les cas d'être plus mal; mais, non, pendant que les Etats-Unis s'enrichissaient à nos dépens et nous enlevaient une grande partie de notre population, nous faisons des théories sur le libre-échange et la protection.

Nous nous moquons du cultivateur, qui ne voulant pas profiter de l'expérience des autres, reste pauvre plutôt que de renoncer à son système de culture, pendant que son voisin s'enrichit. Eh bien! nos gens d'affaires font la même chose, et nos hommes publics ne font pas mieux. Mais laissons là ces récriminations, et, si on a mal fait, tâchons de faire mieux. Laissons de côté ces stériles discussions sur le libre-échange et la protection, et soyons pratiques, une bonne fois. Ne nous occupons pas de savoir si en adoptant telle ou telle mesure, nous péchons contre la protection ou le libre-échange, mais si nous en retirons des bénéfices.

Il est un fait triste, mais important à constater, c'est que nous importons tous les ans pour douze ou quinze millions de fer, pendant que non seulement nous en avons

assez pour nous, mais encore pour en fournir, comme nous l'avons dit, à toute l'Amérique.

Le Canada abonde en minéral de fer de toute espèce et le combustible ne nous manque pas; nous avons le charbon de bois pour la fabrication des fontes et des fers de qualité supérieure et pour les fontes communes nous avons le charbon de terre de la Nouvelle-Ecosse et celui du Pacifique. Mais il faut nous hâter si nous voulons profiter des avantages que nous offre le bois de nos forêts, car avant bien des années nous en manquerons.

Sur les douze ou quinze millions de fer que nous importons, nous comprenons qu'il est une qualité que nous ne pourrions produire ici avant quelques années, mais nous pourrions toujours bien en produire les deux tiers ici, c'est-à-dire huit à neuf millions.

Or, a-t-on une idée de ce que produirait l'emploi de ces millions dans le pays? Huit millions dans une industrie, c'est du travail, du pain, par conséquent, pour quinze ou vingt mille familles; et quinze ou vingt mille familles de plus, c'est une augmentation de richesse de dix, vingt ou cinquante pour cent pour les droits où elles s'établissent, enfin c'est une fortune que le mouvement du commerce double, triple et quadruple et dont chacun a sa part. Nous parlons que de ce que nous pourrions consommer sur notre marché seulement, mais maintenant pour combien de millions pourrions-nous exporter dans les pays étrangers, après quelques années d'exploitation? Nous ne pourrions pas suffire aux besoins des Etats-Unis seulement, satisfaire la dixième partie des demandes.

Mais, va-t-on dire, si on importe beaucoup on exporte aussi considérablement. Oui, le Haut-Canada importe pour trois ou quatre millions et exporte pour cinq à six cent mille piastres et le Bas-Canada importe pour cinq ou six millions et exporte pour deux à trois cent mille piastres! N'est-ce pas que c'est beau?

Si encore nous retirions de cette exportation tout le bénéfice possible; mais non, c'est le minéral même que nous exportons; les Américains le transforment en fonte et en fer et nous le revendent à grands profits. Il est vraiment humiliant d'être obligés de faire cet aveu, mais c'est la vérité et on peut dire la même chose du bois et de nos fourrures. De fait nous perdons la plus grande partie de la valeur du petit nombre des produits naturels que nous exploitons.

Comment veut-on qu'on s'enrichisse après cela? Comment s'étonner que nos importations excèdent autant nos exportations, que nous soyons pauvres malgré la prospérité apparente que le commerce et l'agiotage indiquent toujours. Sans doute l'argent ne manque pas, mais il est entre les mains des importateurs, des banques et des compagnies de prêt et bienheureux ceux qui peuvent emprunter à dix, douze et vingt pour cent sans se ruiner!

Mais quel moyen prendra-t-on dire pour développer l'industrie? Celui qu'ont pris toutes les nations qui se sont enrichies par l'industrie: attirer ou plutôt tenter le capital par la protection, le faire sortir des banques et des compagnies de prêt où il fait sept et huit par cent en lui faisant espérer dix ou douze par cent. Le prix du fer augmente si rapidement que la protection n'a pas besoin d'être aussi forte qu'elle aurait dû l'être auparavant, mais il faut qu'elle soit suffisante en commençant pour produire une réaction, pour exciter la convoitise des ca-

pitalistes. Qu'on dise ce qu'on voudra, l'industrie est une question de tarif, qu'on nous donne un tarif protecteur et nous aurons les capitaux dont notre industrie a besoin.

Il y a deux pays que nous devons considérer, lorsqu'il est question de faire un tarif favorable à notre industrie: l'Angleterre d'où nous importons et les Etats-Unis où nous devons naturellement exporter.

Nous n'hésitons pas à dire que sans un tarif protecteur qui nous permette de lutter contre les fers anglais, cette industrie ne prospérera jamais ici et même ne pourra s'établir qu'après un temps bien long. La raison est bien simple. Les Anglais peuvent fabriquer à quarante ou cinquante par cent meilleur marché que nous et se contenter, vu l'immensité de leur débit, d'un profit de un et deux par cent. Or, une grande partie du fer que nous importons d'Angleterre entre sans droits, ou avec des droits variant de 5 à 15 par cent: avec les frais de transport on a, peut-être, une moyenne de quinze pour cent. La fonte anglaise qui ne paie que 5 par cent peut se vendre ici pour le prix que la fonte canadienne coûte; il en est de même du fer malléable. L'élévation du prix du fer a un peu changé ces conditions, mais pas suffisamment pour nous permettre de lutter contre les produits anglais. Il y a, peut-être, quelques fers communs qu'il faudrait laisser entrer plus facilement, parce que nous ne pouvons pas les produire ici avec succès; mais, comme règle générale, nous devrions imposer des droits de 20 à 30 pour cent sur les fers et l'acier qui viennent d'Angleterre.

Mais va-t-on dire encore: "le marché! le marché! c'est le marché qu'il nous faut." Il y a quinze ans qu'on crie cela et on n'avance à rien. Cette question nous amène naturellement à parler de nos relations commerciales avec les Etats-Unis. Il n'y a pas de doute que les Etats-Unis sont notre marché naturel, le pays sur lequel nous devons compter pour l'écoulement de nos produits; aller ailleurs, c'est chercher midi à quatorze heures, c'est préférer au grand fleuve le modeste ruisseau. Si avec la protection contre l'Angleterre nous pouvions avoir la réciprocité complète avec les Etats-Unis, ce serait l'idéal, l'état de choses le plus favorable à notre industrie. Et nous croyons que nous pourrions l'obtenir, en assimilant notre tarif à celui des Etats-Unis, ce devrait être au moins le but de nos hommes publics. Mais supposons que nous ne puissions pas l'obtenir, nous devrions alors nous protéger contre eux comme vis-à-vis de l'Angleterre, avoir au moins un tarif qui ne soit pas comme maintenant tout à leur avantage, et n'ait pas l'air d'une comédie où nous jouons le mauvais rôle. Si nous ne pouvons pas avoir le marché des Etats-Unis, au moins empêchons-les de nous ôter le nôtre ou d'y venir faire la loi et ruiner nos industries naissantes.

Dans tous les cas, parce que nous ne pouvons pas avoir le marché des Etats-Unis, ce n'est pas une raison pour ne pas au moins avoir le nôtre, produire ce que nous consommons et fabriquer ce que nous importons. Nous avons dit en commençant quel avantage ce serait déjà de produire ici les deux tiers du fer que nous importons d'Angleterre. Commençons par produire et fabriquer pour nous, et lorsque nos industries seront devenues fortes et prospères, elles trouveront bien les marchés étrangers dont elles auront besoin. Créons l'intérêt industriel à côté de l'influence commerciale et laissons-les lutter.